CICG
Centre d'Information et de Communication Gouvernementale
CÔTE D'IVOIRE

Revue de Presse
QUOTIDIENNE

www.gouv.ci 101

Mercredi 28 octobre 2026

PRESSE NATIONALE

Politique

LUTTE CONTRE LE CANCER / ALASSANE OUATTARA : « DEPUIS 2011, NOUS AVONS ENGAGÉ UNE TRANSFORMATION PROGRESSIVE DE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ »

La Côte d'Ivoire poursuit la consolidation de son dispositif de lutte contre le cancer. De nombreux investissements ont été engagés pour développer les infrastructures sanitaires, améliorer les capacités de diagnostic et faciliter l'accès aux traitements. À l'occasion des campagnes Octobre rose (cancer du sein) et Novembre bleu (cancer de la prostate), le Président de la République, Alassane Ouattara, a dressé un aperçu des avancées réalisées et réaffirmé la volonté du gouvernement de poursuivre cette politique de santé publique. Dans un message publié sur son compte LinkedIn, il a rappelé l'ampleur des besoins. Chaque année, plus de 20 000 Ivoiriens sont confrontés au cancer. Le cancer du sein, avec près de 4 850 nouveaux cas annuels, figure parmi les principales préoccupations sanitaires, suivi de celui de la prostate. Ces chiffres soulignent l'importance de la prévention, du dépistage et de l'accès à des soins adaptés. « Depuis 2011, nous avons engagé une transformation progressive de notre système de santé », a déclaré le Président Alassane Ouattara.

COOPÉRATION IVOIRO-CONGOLAISE : TÉNÉ BIRAHIMA OUATTARA ET KABOMBO MUAFIAMVITA EN TÊTE-À-TÊTE, CE MATIN

Le Vice-Premier Ministre de la République Démocratique du Congo (RDC), Kabombo Muafimavita, est, depuis le lundi 26 octobre, en terre ivoirienne. Il a été accueilli à l'aéroport international de Port-Bouët, dans la soirée, par son homologue ivoirien, Téné Birahima Ouattara. L'invité de marque séjournera en Côte d'Ivoire jusqu'au 29 octobre, dans le cadre d'une visite de travail de quatre jours. Le temps fort de cette mission est la séance de travail entre les deux personnalités qui se tient ce mercredi 28 octobre, au cabinet du Vice-Premier Ministre ivoirien. La note informative mise à notre disposition précise que les deux personnalités, assistées de leurs collaborateurs, passeront en revue l'état de la coopération entre Abidjan et Kinshasa et examineront les moyens de la renforcer, notamment en matière de défense et de sécurité. La visite de l'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT), qui figure dans l'agenda de l'illustre visiteur, intervient dans cette dynamique.

DIALOGUE INTERCULTUREL : ÉPIPHANE ZORO AU RENDEZ-VOUS DE BAKOU

Un rendez-vous international consacré à la consolidation de la paix. Du 27 au 29 octobre 2026, Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, accueille le 7e Forum mondial sur le dialogue interculturel. À cette occasion, une délégation ivoirienne conduite par Zoro Épiphane Ballo, président de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), prend part aux travaux, tout en participant à une rencontre de haut niveau, consacrée à la lutte contre la corruption au sein de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI). Placée sous le thème « Le dialogue pour un avenir commun : construire des ponts dans un monde fracturé », cette édition réunit des responsables politiques, des représentants d'organisations internationales, des chercheurs et des acteurs de la société civile. Dans un contexte mondial marqué par les tensions et les divisions, l'objectif est clair : faire du dialogue interculturel un levier concret de compréhension mutuelle, de rapprochement entre les peuples et de renforcement de la paix.

ARMES CHIMIQUES : ABIDJAN MOBILISE 14 PAYS POUR RENFORCER LA RIPOSTE EN AFRIQUE

L'Académie Internationale de Lutte Contre le Terrorisme (AILCT), à Jacqueville, accueille, du 27 octobre au 3 novembre 2026, le cours et l'exercice intégrés de niveau avancé sur l'assistance et la protection contre les armes chimiques, au profit des États membres francophones d'Afrique. Une initiative qui place la coopération régionale au cœur de la sécurité collective. Organisée par l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC), cette formation bénéficie de l'accueil du Secrétariat Permanent de la Commission pour l'Interdiction des Armes de Destruction Massive en Côte d'Ivoire (SPCIADM-CI), en collaboration avec l'AILCT. La France apporte son soutien financier et technique, tandis que le Groupement des Sapeurs-Pompiers Militaires (GSPM) assure l'appui logistique. Au total, 26 participants issus de 14 pays prennent part à cette session, avec des premiers intervenants et des opérationnels appelés à renforcer leurs compétences en matière de prévention, de préparation et de gestion des incidents chimiques.

Economie

CYBERSÉCURITÉ : DJIBRIL OUATTARA SONNE L'ALERTE FACE AUX 23 MILLIARDS DE FCFA DE PERTES

Face à la recrudescence des arnaques en ligne, le ministre de la Transition numérique et de l'Innovation technologique, Djibril Ouattara, appelle les populations à renforcer leur vigilance. Pour cause, en 2025, plus de 14 700 plaintes liées à la cybercriminalité ont été enregistrées en Côte d'Ivoire, pour un préjudice estimé à près de 23 milliards de FCFA. Une déclaration qu´il a faite lors de la célébration du mois de la cybersécurité (mois d´octobre) et relayée par l´AIP, le mardi 27 octobre 2026. La menace numérique prend de l'ampleur en Côte d'Ivoire. Fraudes au mobile money, usurpations d'identité, chantage en ligne et fausses offres d'investissement continuent de faire des victimes. Face à cette situation préoccupante, le gouvernement veut renforcer la sensibilisation des populations aux dangers du cyberespace. Le ministre Djibril Ouattara a donc exhorté les Ivoiriens à adopter des comportements responsables sur Internet. « La meilleure défense, c'est vous », a-t-il lancé, insistant sur la nécessité d'une mobilisation collective contre les cybercriminels.

ÉNERGIE ET COOPÉRATION CÔTE D'IVOIRE–ÉTATS-UNIS : ADAMA DOSSO FAIT RATIFIER UN PROJET DE DON DE 171 MILLIARDS DE FCFA

Le ministre délégué, chargé de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur, Adama Dosso, a défendu, hier, devant la Commission des relations extérieures de l'Assemblée nationale, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord de don conclu avec les États-Unis pour financer le Programme Compact Régional pour l'Énergie. Le texte a été adopté à l'unanimité des députés présents. D'un montant de plus de 171 milliards de FCFA sur cinq ans, ajouté à une contribution ivoirienne de 12,874 milliards de FCFA. Il entre dans le cadre du programme additionnel du Millennium Challenge Corporation (MCC) signé le 16 septembre 2025 et de l'accord de mise en œuvre conclu le 16 avril 2026. Le montant global du programme compact étant de 182,051 milliards de FCFA. Le programme vise à accroître les échanges d'électricité sur le marché régional de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

ORPAILLAGE ILLÉGAL : UN ATELIER PLANCHE SUR L'URGENCE DE LA RESTAURATION DES SITES DÉGRADÉS

Un atelier national de validation du Programme National de Restauration des Sites d'Orpaillage Illégal (PNR-SOI) s'est tenu, du 21 au 23 octobre 2026, à Grand-Bassam. A l'ouverture des travaux, le ministre des Eaux et Forêts, Jacques Assahoré Konan, a indiqué que le démantèlement des installations clandestines ne suffit pas à mettre fin aux dégâts causés par l'orpaillage illégal. « La lutte n'est donc pas gagnée avec le seul démantèlement des installations clandestines. Elle ne l'est que lorsque les sites sont sécurisés, les

écosystèmes restaurés, les ressources en eau protégées et les terres réhabilitées », a-t-il déclaré. L'orpaillage illégal entraîne la destruction des forêts, la dégradation des sols, la pollution des cours d'eau et la réduction des terres disponibles pour l'agriculture. Il menace également la biodiversité et la santé des populations. Selon le bilan communiqué au premier semestre 2026, plus de 8 500 sites d'orpaillage illégal ont été déguerpis. Leur restauration reste nécessaire pour éviter leur réoccupation et permettre aux terres de retrouver leurs fonctions naturelles.

L'EXPRESSION QUOTIDIEN

KOCUMBO / LUTTE CONTRE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL : 7 SITES DÉMANTELÉS ET 55 KG DE CYANURE SAISIS

À Kocumbo, dans la région du Bélier, l'orpaillage illégal a une nouvelle fois été pris pour cible. Une opération menée, le mercredi 21 octobre 2026, par la Direction régionale des Eaux et Forêts du district autonome de Yamoussoukro et de la région du Bélier a permis de démanteler sept sites clandestins, d'interpeller deux individus et de saisir d'importantes quantités de produits chimiques et de matériels. Conduite par l'Unité opérationnelle de lutte contre l'orpaillage illégal, cette intervention s'inscrit dans le cadre du renforcement de la surveillance des zones exposées à l'exploitation clandestine de l'or. Au cours de l'opération, les agents ont notamment saisi 55 kilogrammes de cyanure de sodium, un kilogramme de zinc, quatre sacs de minerais non traités, 35 grammes de charbon destiné au traitement des minerais, ainsi que deux bouteilles de gaz de types B12 et B6. Plusieurs équipements utilisés sur les sites ont également été détruits.

L'INTELLIGENT D'ABIDJAN

CRIMINALITÉ FINANCIÈRE : INTERPOL FORME 35 IVOIRIENS

Une formation consacrée aux investigations financières, à la lutte contre la corruption et au recouvrement des avoirs criminels s´est ouverte, le lundi 26 octobre 2026 à Abidjan. Elle vise à améliorer l´efficacité des enquêtes et des poursuites judiciaires. La Côte d´Ivoire renforce les compétences de ses acteurs judiciaires et sécuritaires dans la lutte contre la criminalité économique et financière. Une deuxième session de formation nationale avancée se tient à cet effet du 26 au 30 octobre 2026 au Bureau régional d ´Interpol à Abidjan. Elle est organisée dans le cadre d´un partenariat entre Interpol, le Pôle Pénal Économique et Financier (PPEF) et la Coopération allemande (GIZ). L´atelier réunit 39 participants : 35 représentants des institutions ivoiriennes de la chaîne pénale, ainsi que des conseillers techniques de la GIZ et des formateurs d´Interpol. Il fait suite à une première session organisée en juin 2026. Cette initiative intervient alors que la Côte d´Ivoire cherche à corriger les insuffisances relevées dans son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le PATRIOTE

LUTTE CONTRE LA PESTE PORCINE : SIDI TIÉMOKO TOURÉ SENSIBILISE LES ÉLEVEURS AU RESPECT STRICT DES MESURES DE BIOSÉCURITÉ

Face aux risques de propagation de la peste Porcine Africaine (PPA), le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, appelle les éleveurs ivoiriens à renforcer la prévention sanitaire au sein de leurs exploitations. Au-delà du soutien financier prévu en faveur des professionnels de la filière, sinistrés, le gouvernement entend faire du respect des mesures de biosécurité et de la réglementation un levier essentiel de protection du cheptel porcin, de la production nationale et des investissements de nos braves acteurs. En effet, la Peste Porcine Africaine demeure une menace majeure pour la filière porcine. Selon le ministre Sidi Tiémoko Touré, « la Peste Porcine Africaine est une maladie virale hautement contagieuse, caractérisée par une mortalité pouvant atteindre 100 % chez les animaux infectés. En l'absence de vaccin et de traitement efficace, l'abattage sanitaire constitue le principal moyen de lutte pour contenir sa propagation ». Cette situation rappelle l'importance d'une vigilance permanente et d'une application rigoureuse des mesures préventives dans les fermes d'élevage.

Fraternité Matin

MINISTÈRE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES / PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE : LES LAURÉATS DU 2E ET 3E PRIX REÇOIVENT LEURS RÉCOMPENSES

Le ministère du Portefeuille de l'État et des Entreprises publiques a organisé, hier, au Plateau, la cérémonie de remise aux lauréats des 2e et le 3e Prix National d'Excellence (PNE). Une récompense qui vise à saluer l'engagement et le professionnalisme d'agents de l'administration. Selon le président du jury, Soualio Grambouté, chef de cabinet, l'attribution de ces distinctions s'est appuyée sur des critères stricts, afin de garantir l'équité et la reconnaissance du travail bien fait. Le processus de sélection a notamment pris en compte la performance individuelle et collective, une condition d'ancienneté établie à 3 ans de service minimum, l'exercice effectif des fonctions de chef de service ou de chargé d'études. Obou Sery Gérard, 2e Prix National d'Excellence, a reçu la somme de 1,5 million de FCFA et un trophée. N'Diaye Frédérique André Laure, 3e meilleur agent, a eu 1 million et un trophée. Représentant la ministre Mariatou Koné, Adama Sall, directeur de cabinet, a félicité les heureux lauréats.

L'EXPRESSION QUOTIDIEN

ACCORD UE-CÔTE D'IVOIRE : LA PÊCHE AU CŒUR D'UN PARTENARIAT STRATÉGIQUE

La coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne (UE) dans le domaine de la pêche constitue un levier de développement de la filière halieutique nationale. Intervenant, lundi 26 octobre 2026, à la troisième édition des « Grands Rendez-vous de l'AIP », le ministre des Ressources animales et halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a mis en lumière les retombées de cet accord, notamment en matière de surveillance des pêches, de lutte contre la pêche illicite, de création et de préservation des emplois, ainsi que de développement de l'aquaculture. En vigueur depuis 1990, l'accord de pêche entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne s'inscrit dans un cadre de coopération visant à encadrer l'accès des navires européens aux ressources halieutiques ivoiriennes, tout en contribuant au renforcement des capacités nationales. Le protocole actuel, conclu pour une durée de quatre ans depuis 2024, autorise 32 navires thoniers européens, dont 25 senneurs congélateurs et sept palangriers de surface, à pêcher exclusivement le thon dans les eaux ivoiriennes.

soirinfo

MIRAH / GRIPPE AVIAIRE : DES EXPERTS S'EXERCENT À LA GESTION DE FOYERS EN PLUSIEURS SCÉNARIOS

L'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (IAHP) ou grippe aviaire constitue une menace importante ayant causé l´abattage de millions d'animaux dont 800 000 en Côte d'Ivoire, depuis quelques années. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire est à six foyers. La circulation de virus H5Nx chez les volailles et les oiseaux sauvages justifie le maintien d'une vigilance soutenue dans une approche « Une seule santé ». Raison pourquoi le ministère des Ressources animales et halieutiques (MIRAH), à travers la Direction des Services Vétérinaires et du Bien-Être Animal (DSVBA), organise à Grand-Bassam, depuis le mardi 27 octobre 2026 et ce, jusqu'à ce mercredi 28 octobre 2026, un exercice national de simulation sur table, consacré à la gestion d'un foyer fictif d'IAHP, avec l'appui technique et financier de FHI 360. Dix scénarios réalistes de gestion d'un foyer d'IAHP A/H5N1 conduiront les services vétérinaires ; les structures de santé humaine ; les laboratoires ; les services de l'environnement, de la faune sauvage ; et les professionnels de la filière avicole, à gérer une succession d'événements simulés, depuis l'apparition d'un signal inhabituel jusqu'à la confirmation de laboratoire, l'activation de la riposte et les premières mesures de rétablissement.

Notre Voie

BOURSE DE PROJETS PRIVÉS : LE CEPICI PASSE À L'ÉTAPE OPÉRATIONNELLE

Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) avance dans la mise en place de sa Bourse de projets privés. Ce dispositif, soutenu par le Programme DAICE, doit faciliter la rencontre entre les porteurs de projets et les investisseurs, dans un contexte où la préparation des dossiers et l'accès au financement restent des enjeux pour les entreprises. Mme Carole Versteeg, directrice générale adjointe du CEPICI, a reçu, le jeudi dernier, une délégation de la Banque Africaine de Développement (BAD). Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la mission de supervision du Programme DAICE et a permis de faire le point sur l'avancement du dispositif, a rapporté la page Facebook du CEPICI.

SANTÉ MENTALE EN CÔTE D'IVOIRE : LES AUTORITÉS MISENT SUR LA PRÉVENTION ET L'ACCÈS AUX SOINS

En Côte d'Ivoire, les personnes en souffrance psychologique peuvent bénéficier d'une assistance gratuite, 24h/24, grâce au numéro vert 143. Ce dispositif a déjà permis d'accompagner plus de 3 000 personnes et contribué, selon le Programme National de Santé Mentale (PNSM), à éviter plus de 250 décès ou tentatives de suicide. Ces chiffres ont été révélés par le Professeur Médard Asseman Koua, directeur coordonnateur du PNSM, lors de la tribune d'échanges « Tout savoir sur » du CICG, le mardi 27 octobre 2026, à Abidjan-Plateau. Le thème de cette rencontre était « La promotion de la santé mentale en Côte d'Ivoire ». Selon le conférencier, environ 3 millions de personnes sont susceptibles de présenter un problème de santé mentale dans le pays. Pourtant, seulement 60 000 à 70 000 personnes sont suivies dans les structures psychiatriques conventionnelles. Face à cette situation, le PNSM mise sur la sensibilisation, le renforcement des services de soins et le développement des solutions numériques.

SANTÉ MENTALE : LES JEUNES DE 15 À 25 ANS PARTICULIÈREMENT EXPOSÉS

Les troubles de la santé mentale constituent une préoccupation croissante en Côte d'Ivoire, où plusieurs millions de personnes pourraient avoir besoin de soins adaptés. Invité de la tribune « Tout savoir sur » du CICG, le mardi 27 octobre 2026, le professeur Koua Asseman Médard, Directeur coordonnateur du Programme National de Santé Mentale (PNSM), a appelé à renforcer la prévention, le dépistage précoce et l'accès aux soins. La santé mentale s'impose comme un enjeu majeur de santé publique en Côte d'Ivoire. Selon le professeur Koua, environ trois millions de personnes pourraient présenter des troubles nécessitant une prise en charge adaptée. Pourtant, seulement 60 000 à 70 000 personnes sont suivies dans les structures psychiatriques conventionnelles. A en croire le Directeur coordonnateur du PNSM, les enquêtes menées en 2022 dans la région du Gbêkê et en 2024 dans le Grand Abidjan révèlent respectivement des prévalences de troubles de la santé mentale de 25 % et 40%. Les jeunes figurent parmi les populations les plus exposées. Les jeunes de 15 à 25 ans sont particulièrement exposés à de nombreux troubles psychiques.

SANTÉ MENTALE : VOICI CE QUE PROPOSE LE GOUVERNEMENT

Le Pr Asseman Médard Koua, directeur coordonnateur du Programme National de Santé Mentale (PNSM), a révélé, hier, mardi 27 octobre 2026, à Abidjan-Plateau, que 3 millions de personnes en Côte d'Ivoire sont susceptibles de présenter un problème de santé mentale. Invité de la tribune « Tout savoir sur », organisée par le CICG, il a déploré le faible recours aux structures spécialisées. Selon lui, seuls 60 000 à 70 000 patients sont suivis dans les centres de santé. Le psychiatre a également cité une étude menée à Bouaké et à Abidjan, qui fait état de troubles mentaux chez respectivement 25% et 45 % des populations étudiées. Face à cette situation, il a invité les familles à privilégier les structures sanitaires spécialisées, au nombre de 143 sur le territoire national, plutôt que les camps de prière. « On ne soigne pas les troubles mentaux dans les camps de prière », a-t-il insisté. Le responsable du PNSM a enfin rappelé que le numéro vert 143 est disponible pour les prises en charge liées aux troubles psychiques. « Faisons de la santé mentale une priorité nationale », a-t-il lancé.

SOUBRÉ / EAU POTABLE DANS LA NAWA : PLUS DE 215 MILLIARDS DE FCFA DE PROJETS ANNONCÉS

Plus de 215 milliards de FCFA ont été annoncés en investissements pour l´eau potable dans la Nawa. Tel est le montant cumulé des projets d´eau potable et d´hydraulique rurale présentés, le lundi 26 octobre 2026, à la Préfecture de Soubré. C´était lors d´une rencontre préparatoire à une mission de terrain du ministère de l´Hydraulique, de l´Assainissement et de la Salubrité. Selon Coulibaly Abou, conseiller technique du ministre Amédé Kouakou, cette mission vise à apprécier le fonctionnement des infrastructures d´adduction d´eau, à examiner l´état des ouvrages d´assainissement et, enfin, à évaluer la salubrité de la ville. Ce projet comprend un seuil, une prise d´eau, une station de traitement, cinq ouvrages de stockage et un réseau de canalisations. Il coûte 24 335 517 584 FCFA et affiche un taux d´exécution annoncé de 95%. Ensuite, le projet Rimon prévoit 13 nouveaux systèmes d´alimentation pour 17 localités de la Nawa, sur 111 à l´échelle nationale. Estimé à 104 953 082 361 FCFA, il enregistre un taux d

´exécution de 26,3%.

COHÉSION SOCIALE / CADRE PERMANENT DE CONCERTATION ET DE COLLABORATION : L'APPEL DE MYSS BELMONDE DOGO AUX ORGANISATIONS MEMBRES

Le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, à travers la Direction de l'Encadrement, du Suivi et de l'Évaluation des Acteurs Sociaux (DESEAS), a organisé, le mardi 27 octobre, au Plateau, une rencontre d'échanges avec les Organisations de la Société Civile (OSC), membres du Cadre Permanent de Concertation et de Collaboration (CP2C). Cette rencontre organisée en prélude à la commémoration de la Journée Nationale de la Paix (JNPaix), qui se déroulera les 20 et 21 novembre, à Guiglo, a pour objectif général de promouvoir la synergie entre toutes les initiatives relatives au renforcement de la cohésion nationale, de la consolidation de la paix et de l'unité nationale. « Le 19 novembre 2024, nous avons fait le choix de formaliser notre collaboration à travers la mise en place du Cadre Permanent de Concertation et de Collaboration. Ce choix reposait sur une conviction forte : l'État ne peut pas, à lui seul, relever tous les défis de la cohésion nationale. Nous avons besoin de vous, de votre proximité avec les populations, de votre connaissance des réalités du terrain et de votre capacité à prévenir les tensions avant qu'elles ne deviennent des conflits », a exhorté la ministre.

PRÉPARATION DES JEUNES AUX MÉTIERS FERROVIAIRES : KEOLIS ET LE MENAET SIGNE UNE CONVENTION

Dans le cadre de la Formation et emploi, Keolis Côte d'Ivoire et le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique (MENAET) ont signé, le 22 octobre 2026, une convention de cinq ans renouvelables pour préparer les jeunes aux métiers du transport ferroviaire. L'accord répartit les engagements entre les deux parties. Le MENAET mobilise ses équipes pédagogiques, valorise les métiers du ferroviaire et propose à Keolis des profils correspondant à ses besoins de recrutement. De son côté, Keolis apportera son expertise technique, contribuera à la formation des équipes pédagogiques et facilitera l'accès des jeunes à des stages et, selon ses besoins, à des possibilités d'emploi. Ce partenariat accompagne la préparation de l'exploitation et de la maintenance de la Ligne 1 du métro d'Abidjan, confiées à Keolis Côte d'Ivoire. Il prévoit également de sensibiliser les jeunes aux exigences de sécurité et aux compétences requises dans le secteur. « Préparer l'arrivée du métro d'Abidjan, c'est aussi préparer les femmes et les hommes qui le feront vivre », a expliqué Paulin Murhula, directeur général de Keolis Côte d'Ivoire.

Sport

INFRASTRUCTURES SPORTIVES : L'ONS LANCE L'INSPECTION DES PELOUSES

Les pelouses passent au peigne fin. L'Office National des Sports (ONS) engage une mission d'évaluation technique des pelouses sportives en Côte d'Ivoire, du 27 octobre au 6 novembre 2026. L'objectif est de vérifier l'état des surfaces de jeu et de formuler des recommandations pour améliorer leur qualité et leur entretien. Dix sites sont concernés par cette opération conduite par Propitch, une structure du groupe Sports Labs reconnue dans le cadre du Programme Qualité de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA). Les inspections porteront notamment sur les stades ayant accueilli la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2023, à Abidjan, Ebimpé, San Pedro, Yamoussoukro, Bouaké et Korhogo. A ces infrastructures s'ajoutent trois sites en cours de réhabilitation ou de construction, situés à Akoupé, au Lycée professionnel d'Ebimpé et à Dimbokro. Deux consultants internationaux seront mobilisés pour examiner plusieurs paramètres techniques, notamment l'état du gazon, la planéité des surfaces, le drainage, le système d'arrosage, ainsi que les conditions d'entretien.

COLLABORATION FIFA-FIF : INFRASTRUCTURES, FORMATION DES JEUNES, DÉVELOPPEMENT : PLUS DE 3,2 MILLIARDS DE FCFA INVESTIS POUR BÂTIR LE

FOOTBALL IVOIRIEN DE DEMAIN

Le partenariat entre la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) et la Fédération Ivoirienne de Football (FIF) se matérialise par plusieurs projets destinés à renforcer durablement le football national. Infrastructures, formation des jeunes, développement du football féminin et accès à la pratique. Des acquis qui posent les bases d'une ambition : faire rayonner davantage la Côte d'Ivoire sur les scènes africaine et mondiale. Cette coopération se traduit par des investissements et des programmes qui visent à consolider les fondations du football national. Les FIFA Series féminines 2026, organisées à Abidjan en avril dernier, en ont offert une illustration. Au-delà de cette compétition, le partenariat s'étend à des initiatives éducatives et à la modernisation des infrastructures. L'investissement consacré à ce chantier s'élève à 4 341 743 dollars, soit 2 605 045 800 FCFA. L'effort se poursuit dans les communes d'Abidjan. Deux terrains en gazon synthétique ont été aménagés dans les complexes sportifs de Yopougon et d'Abobo, avec des investissements respectifs de 524 215 dollars, soit 314 529 000 FCFA et 513 000 dollars, soit 307 800 000 FCFA. Soit un montant cumulé de 3,2 milliards de FCFA investis pour bâtir le football ivoirien de demain.

FÉDÉRATION IVOIRIENNE D'ATHLÉTISME : LES PERFORMANCES DE LA FÉDÉRATION

La Fédération Ivoirienne d'Athlétisme (FIA) poursuit sa progression et récolte les fruits de son travail. Sur le plan sportif, la FIA a signé un bilan éloquent avec 111 médailles remportées, dont 53 en or, 31 en argent et 27 en bronze. Des performances qui lui ont permis de se hisser au premier rang des fédérations sportives de Côte d'Ivoire aux premier et deuxième semestres de 2026. Cette double distinction lui a valu les honneurs lors de la Journée des Champions, initiée par le ministère des Sports. À ces résultats s'ajoutent plusieurs acquis sur les plans technique et organisationnel. La fédération a organisé 10 compétitions, assuré la formation de 7 entraîneurs et enregistré plusieurs records. Sous la conduite de son président, Jeannot Kouadio Kouamé, elle a également renforcé ses moyens matériels grâce à l'acquisition d'une ambulance hyper équipée et d'autres équipements de dernière génération.

VU SUR LE NET

Société

PROMOTION DE LA SANTÉ MENTALE : PLUS DE 3 000 PERSONNES ONT BÉNÉFICIÉ GRATUITEMENT DE SERVICES D´ASSISTANCE PSYCHOLOGIQUE ET 250 DÉCÈS OU TENTATIVES DE SUICIDE ÉVITÉS

À ce jour, plus de 3 000 personnes ont bénéficié gratuitement des services d´assistance psychologique et plus de 250 décès ou tentatives de suicide ont été évités par le dispositif mis en place par le Programme National de Santé Mentale (PNSM). Ces chiffres ont été communiqués par le professeur Asseman Médard Koua, directeur coordonnateur du Programme national de santé mentale (PNSM), lors de la tribune d'échanges et d'information « Tout Savoir Sur » du CICG, le 27 octobre 2026 à Abidjan. Pour couvrir les besoins de prise en charge, le pays dispose actuellement d´environ 100 structures spécialisées en santé mentale, ce qui correspond à une hausse de 40 % entre 2019 et 2025. Sur une période de cinq à dix ans, le nombre de ressources humaines spécialisées dans le domaine de la santé mentale a considérablement augmenté: « On est ainsi passé de 60 à plus de 200 spécialistes, toutes catégories confondues » a-t-il indiqué. (Source : CICG)

ACCÈS A L´EAU POTABLE EN ZONE RURALE : LE PA-PSGOUV LIVRE DES POMPES A MOTRICITÉ HUMAINE DANS DES VILLAGES DE BOUAFLÉ

Grâce aux interventions du Projet d´Appui au Programme Social du Gouvernement (PA-PSGouv), plusieurs populations, notamment en zone rurale, ont désormais accès à l´eau potable. Les villages de N´Gorankro et de Toclossou, dans le département de Bouaflé (région de la Marahoué), ont bénéficié de nouvelles Pompes à Motricité Humaine (PMH) entièrement construites par le PA-PSGouv. Dans le cadre du suivi de ces réalisations, une délégation composée de la Coordination générale du PA-PSGouv et de la Banque

africaine de Développement (BAD) a effectué une tournée dans cette localité, le jeudi 22 octobre 2026, pour la mise en service des ouvrages en question. Pour le porte-parole des populations de N´Gorankro, Émile Constant Koeli Bi Vali, la réception de ce forage est « une source de soulagement, de santé et d´espoir ». Pour François Wongué, dont la Banque finance le PA-PSGouv à hauteur de 73,5 milliards de FCFA, c´est une nécessité d´améliorer les conditions de vie des populations en milieu rural et un honneur pour la BAD d´y contribuer.

« TOUT SAVOIR SUR » : CINQ ANS AU SERVICE DE L´INFORMATION ET DU DIALOGUE CITOYEN

Lancé le 7 octobre 2021 par le CICG, « Tout Savoir Sur » célèbre cinq années d´existence, avec plus de 150 éditions consacrées à l´information, au dialogue citoyen et à la redevabilité publique. Ce rendez-vous s´est progressivement affirmé comme un espace d´échanges entre les responsables des administrations et les populations, autour des grandes questions d´actualité et des préoccupations du quotidien. Dès sa création, le programme s'est donné pour ambition de rendre l'action gouvernementale plus accessible et compréhensible, en permettant aux citoyens de mieux connaître les politiques publiques, les réformes et les services mis en œuvre par l'État. Dans le contexte de la crise sanitaire, les premières éditions ont notamment abordé la vaccination contre la Covid-19, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 2021), le pass sanitaire, la sécurisation foncière et l'amélioration de la qualité du service public. Autant de sujets qui répondaient à un besoin d'explications sur des questions touchant directement les populations. (Source : CICG)

PROMOTION DE LA SANTÉ MENTALE : LE DIRECTEUR COORDONNATEUR DU PNSM PRÉSENTE LES INITIATIVES GOUVERNEMENTALES POUR RENFORCER L´OFFRE DE SOINS

Le professeur Asseman Médard Koua, directeur coordonnateur du Programme national de santé mentale (PNSM), a présenté les initiatives prises par le gouvernement afin de renforcer l´offre de soins dans le domaine de la santé mentale. Il s'exprimait à l'occasion de la tribune d'échanges et d'information « Tout Savoir Sur », organisée par le CICG, le 27 octobre 2026 à Abidjan. Selon le professeur Asseman Médard Koua, la santé mentale, sujet longtemps resté tabou, est aujourd'hui considérée comme un enjeu majeur, tant pour la santé publique que pour la cohésion sociale et le développement de la Côte d'Ivoire. Il a souligné à quel point il est urgent et important d'agir ensemble pour améliorer la prise en charge, en particulier celle des jeunes, qui sont souvent les premiers concernés par les troubles mentaux et le suicide. (Source : CICG)



Pour toute information, prière contacter le Centre d'information et de Communication Gouvernementale (CICG).
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC !

**Avec www.gouv.ci,
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions des Conseils des ministres, démarches administratives, actualité nationale.**



www.gouv.ci 101

www.gouv.ci - Une information publique, officielle et fiable